



LES AMIS DE LA TERRE DE L'HERAULT

ASSEMBLEE GENERALE DU 7 NOVEMBRE 2013

PROPOSITIONS D' ACTIONS

Déchets, plastiques

-

Pour avoir fait un choix technologique malheureux avec la centrale de méthanisation Améthyste et son tri mécano biologique (TMB) ainsi que l'incinération, l'administration et les élus de l'Agglo de Montpellier et des villes voisines se trouvent confrontés à un énorme problème de gestion des déchets, urbains et ruraux. Ce problème n'est pas propre à Montpellier. D'autres agglomérations urbaines en France et dans le monde y sont confrontées et appliquent parfois des solutions encourageantes.

Partant de ces innovations, de leur adaptation locale, je propose d'entreprendre une opération de sensibilisation auprès des élus, du public et des acteurs économiques dans notre région.

Nous devons pour cela mettre en place un petit groupe de travail qui va devoir établir une stratégie d'actions et les mener à bien. Nul besoin d'être des milliers.

Le point focal de cette campagne doit se situer sur la réduction des déchets, ménagers en priorité et des plastiques. De ce point de vue, nous sommes dans une logique de réduction des coûts de gestion des déchets, d'une réduction des charges des habitants, d'un arrêt à l'extension des décharges et des incinérateurs ainsi que des graves pollutions induites.

Toute la filière de gestion des déchets doit être orientée vers une réorganisation des ses activités avec pour objectif, le contrôle du tri en amont, la gestion biologique des fermentescibles, le recyclage des inertes, de leur réduction par le biais de l'ingénierie de l'emballage, du vrac et des consignes.

D'autre part, la surveillance de la qualité de l'air et des eaux souterraines doit être renforcée aux abords des décharges et dans un rayon de plusieurs kilomètres, en particulier dans les zones habitées et constructibles.

Cette stratégie aura pour effet non seulement de sauvegarder l'emploi, mais d'être porteuse d'une forte croissance dans ce domaine innovant et de caractère valorisant pour les acteurs.

Méthanisation, compostage

-

La méthanisation des fermentescibles et des déchets agricoles constitue un boulevard énergétique dès lors que cette option est retenue avec intelligence. La fabrication de gaz combustible à partir des déchets est une option envisageable dès lors qu'il a été établi un équilibre entre économie d'énergie, ressources biologiques pour l'agriculture (compost), et les autres sources d'énergies durables qui sont diverses et déjà exploitées. L'industrialisation à grande échelle de la méthanisation, notamment en Allemagne, a entraîné des abus lorsqu'il s'est agi de sécuriser la ressource en matière végétale de base (ex : culture intensive du maïs, détournement des terres agricoles destinées aux produits alimentaires). De notre point de vue,

nous devons mettre en place un groupe de travail sur la micro méthanisation qui serait en mesure de définir les contours d'une production rationnelle et durable de gaz méthane respectant notamment l'environnement résidentiel. Se pose en outre les défis du tri en amont dont la gestion et le contrôle pourrait être assuré par du personnel jadis employé à la collecte des ordures dans un contexte de réduction de la masse des déchets.

Ressources halieutiques

De nombreux rapports sont publiés depuis des décennies sur l'épuisement des ressources halieutiques en méditerranée. Des actions coup de poing concernant la pêche industrielle des thons rouges ont été entreprises par les groupes écologistes amis (Greenpeace, Sea Shepherd) afin d'alerter le public sur cette catastrophe en matière de ressource alimentaire et de biodiversité. L'Union européenne a préconisé des mesures de conservation que la filière pêche industrielle dans son ensemble combat pour des raisons strictement économiques à court terme. Il n'est pas interdit de croire que nouvelles directives internationales (ICCAT) suivies sans réflexion par l'UE, pourraient mettre un terme à la protection des stocks de thon rouge.

En Méditerranée occidentale, et en particulier dans le Golfe du Lion, de timides efforts destinés à soulager les stocks de poissons sont en cours : plans de sortie de flotte de certains navires (chalutiers), indemnités lors d'arrêts biologiques, re-considération des pêcheurs artisanaux. Comme par le passé, les Adt-Hérault effectueront une veille de la situation (état de la flotte, des pêcheries, des stocks de poissons, etc.) et mettront à jour les documents réalisés en 2012 et 2013.

Par ailleurs, la qualité même du poisson sauvage fortement impacté par la pollution marine et les plastiques fait l'objet de quelques études peu publicisées et sous contrôle de l'Etat.

Il me paraît intéressant de constituer un groupe de travail sur la pêche et les ressources halieutiques dont l'objectif serait de suivre et de publiciser de manière exhaustive les rapports effectués par les diverses agences sanitaires des Etats méditerranéens concernés par les ressources halieutiques. Il s'agit à la fois d'un travail d'observation et d'analyse et, par voie de conséquence, d'un travail de lanceur d'alerte, ce qui est notre rôle.

Eau urbaine

Ce dossier est réapparu en 2012/2013 et de nombreux dossiers télévisuels et de la presse écrite ont fait ressortir l'incohérence et la cupidité des trois compagnies des eaux françaises, sociétés fermières jouissant des largesses de l'Etat dans des conditions proches de l'Ancien Régime.

La possibilité par les édiles municipaux et les citoyens de reprendre en main à des coûts raisonnables la gestion de leur eau potable est une option que nous devons défendre.

Les élus de l'Agglo de Montpellier sont, pour leur majorité, inféodés aux arguments des compagnies des eaux et on peut se demander comment et pourquoi ?

Il serait à mon avis intéressant de rester en observateur « instruit » de la gestion de l'eau dans nos villes et communes, sachant notamment que des questions se posent sur sa qualité et sa provenance. L'agglomération de Montpellier et les communautés de communes voisines sont en forte expansion ce qui pose le problème de la gestion de la ressource et sa provenance.

Nous proposons de nous focaliser sur la qualité de l'eau distribuée et sur les moyens de contrôle de sa potabilité.

Gaz de schiste

Notre région est la cible privilégiée des promoteurs mortifères des huiles et gaz de schiste. L'extrême faiblesse de l'actuel gouvernement notamment en matière de transition énergétique et de santé publique face aux grands groupes du secteur énergétique, fait que nous ne devons jamais baisser la garde. Aussi incohérent, anti économique, anti démocratique et anti écologique que puisse être l'exploitation de cette ressource fossile, nous constatons que les apparatchiks parisiens des grands groupes continuent à mener une offensive de lobbying concerté sur le thème des GdS. Nous aimerions vraiment savoir pour quelle raison véritable ces puissances financières, par ailleurs fort instruites, poursuivent leur offensive qui apparaît à toute personne dotée d'un minimum de bon sens, comme incohérente à la fois sur le plan économique et écologique. En revanche, il est possible par le biais de l'exploration des gisements de GdS d'ouvrir la voie à la recherche de terres rares et de métaux stratégiques en Europe, dont la ressource globale s'avère semble-t-il insuffisante. Nous proposons que l'angle d'attaque ATH sur ce thème se concentre sur la stratégie cachée ou pas des grands groupes de la filière énergie relatif aux GdS. Ce travail notamment sur le code minier, devrait aboutir à la rédaction d'un document grand public que nous pourrions diffuser, notamment par internet. A ma connaissance, ce travail n'a pas encore été fait.